



Presse Internationale

mensuel – n°61 – septembre 2008 - 1€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles



Caucase :

L'OTAN et la Russie contre les peuples

p. 11



Le 9^{ème} Congrès Mondial de la LIT-QI p. 4

Aussi dans ce numéro :

ELACT : les travailleurs organisent une opposition p.10

Rothman Salazar : Appliquer la loi... du capitalisme p.16

Grève à Zaventem :

Quand les patrons prennent
en otage les passagers

p.3



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 22 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Bientôt la rentrée... des luttes !

Après deux petits mois de répis, les ténors politiques au gouvernement se sont bien préparés pour ne pas rater le départ. C'est donc le temps des « bonnes » résolutions et les fameuses « mesures socio-économiques » sont sur toutes les lèvres, mais il serait difficile de faire autrement pour rester crédible. Bientôt reviendront les « débats » sur la réforme de l'Etat, qui ne cachent que des divergences d'intérêts personnels : l'exclusivité politique sur Halle et Vilvorde, l'attrait des recettes et des pouvoirs dans « sa » région...

Durant les vacances, il y a pourtant bien eu des accords, mais à l'encontre du peuple belge. Le gouvernement a envoyé des troupes et des F-16 en renfort en Afghanistan, et une frégate au Liban pour désarmer le Hezbollah ; malgré les mauvaises conditions de travail, la grève des bagagistes à Zaventem était pour tous ces Messieurs une grève de trop, tandis que le patron de Belgacom, Bellens, a tranquillement renégocié son contrat pour 1,8 millions d'euros.

La situation économique est inquiétante. Une récession menace le pilier économique allemand. Pour le patron des patrons, Rudi Thomaes, c'est clair : « On n'évitera pas des restructurations importantes et des faillites. » L'inflation en Belgique augmente en flèche depuis le début de l'année et est au plus haut depuis 24 ans. Elle a encore battu un nouveau record en juillet, avec 5,91% sur base annuelle. De cette situation, ce sont les travailleurs précaires, les allocataires sociaux et les exclus les premiers touchés. Au pays de la sécurité sociale, nous dit-on, de fait la pauvreté atteint de nouvelles couches de la population...

Rien qu'avec la politique des intérêts notionnels, les entreprises ont bénéficié de 1,2 milliards d'euros. 1,2 milliards qui grèvent le budget de l'Etat alors qu'il est de bon ton d'accuser les

chômeurs de trop de passivité et que le gouvernement sous-finance les services publics, sous les conseils de la FEB, tout en prétextant un « manque » de moyens. Que propose le gouvernement ? Pour Joelle Milquet, l'amélioration du pouvoir d'achat passe par la compétitivité des entreprises et propose de diminuer encore plus les cotisations patronales (10% de charges pour les bas salaires). Quant aux mesures concrètes du PS, des propositions d'augmentation d'aides, de primes, des petites pensions et une diminution de la TVA sur la fourniture domestique de gaz et d'électricité de 21 à 6%, sans aucune garantie que la différence ne sera pas engloutie par les fournisseurs. Il s'agit là de mesures minimalistes, non structurelles, et de ce fait populistes... Pourquoi ne pourraient-ils pas proposer la réintroduction du pétrole dans l'index ? Pourquoi ne dénoncent-ils pas la directive européenne qui a augmenté la durée de travail hebdomadaire jusqu'à 65 heures ?

Dans l'élan des manifestations du mois de juin, les syndicats ont annoncé plusieurs rendez-vous pour mettre la pression en faveur du pouvoir d'achat, dans un contexte où se jouent aussi les négociations pour l'accord interprofessionnel 2009-2010. Anne Demelenne annonce des décisions concrètes d'actions pour le 16 septembre. Le 25 a déjà été fixé pour exiger une augmentation salariale des fonctionnaires communaux et régionaux bruxellois. Prenons notre avenir en main, mettons la pression dans les syndicats eux-mêmes et sortons en masse lors de tous ces rendez-vous. Seule le langage de la rue, et de la grève, paie. Malgré toutes les forces qui tendront à nous diviser, secteur par secteur, communauté par communauté, avec et sans emploi, avec et sans papiers, ces actions doivent être larges et unitaires. Tous ensemble, tous ensemble !

Quand les patrons prennent en otage les passagers

Dans la nuit du samedi 9 août, les travailleurs d'Aviapartner ont décidé de ne plus travailler dans les conditions impossibles qui leur étaient imposées. Ils sont partis en grève. Le lundi matin, ceux de Flightcare les ont suivis. Ces deux entreprises, avec respectivement 300 et 190 travailleurs, sont responsables du traitement des bagages des passagers de tous les vols dans l'aéroport de Zaventem.

Leurs revendications se résument en peu de mots : non à la surcharge de travail. Avec l'augmentation du trafic aérien pendant les vacances, ils devaient traiter beaucoup plus de bagages sans renforcement de personnel, un personnel qui était déjà insuffisant en époque normale. D'autre part, ils ne supportaient plus la manière autoritaire avec laquelle la direction les traitait.

La grève a immédiatement été complète. A partir de lundi, plus aucun vol ne quittait l'aéroport de Zaventem. Les compagnies aériennes ont essayé de dévier les avions vers d'autres aéroports en Belgique, mais les travailleurs d'Aviapartner d'Ostende se sont montrés immédiatement solidaires avec leurs camarades de Zaventem et ont décidé qu'ils



ne s'occuperaient pas des bagages de vols déviés à cet aéroport. Regrettablement, ils n'ont pas pu obtenir la même solidarité dans les aéroports de Liège et de Charleroi. D'autre part, une compagnie américaine a apporté des Etats-Unis un contingent de briseurs de grève que les grévistes ne sont pas parvenus à bloquer. Mais même ainsi, la mesure de force a été ferme. Plus de 15.000 pièces de bagage des vols entrants se sont accumulés sans être livrés aux passagers.

Le mardi, les syndicats étaient arrivés à un accord avec les patrons, qu'ils soumettaient à un referendum. Les travailleurs de Flightcare ont voté à 55% contre l'accord et 42% en

faveur, mais comme l'opposition n'arrivait pas aux deux tiers, ils ont dû reprendre le travail. Entre-temps, 70% des travailleurs d'Aviapartner ont rejeté l'accord, et par conséquent la grève a continué. Les patrons ont dû faire davantage de concessions, et finalement les tra-

vailleurs ont repris le travail mercredi matin. Ils ont obtenu du personnel supplémentaire : une équipe supplémentaire de 4 travailleurs pour intervenir dans des heures de pointe et la conversion d'une quantité de contrats de travail à temps partiel en contrats à temps plein. Une instance de médiation a aussi été mise en place pour pouvoir acheminer les réclamations.

En 2006, la maison mère de Aviapartner (3i) a réalisé 1,2 milliard d'euros de bénéfice, et la maison mère de Flightcare (FCC) a distribué 737 millions d'euros de dividendes aux actionnaires.¹

Service minimum...

« Il faut comprendre pourquoi les syndicats refusent cette notion de « service minimum » (hors services d'urgence et de survie). Qu'on le veuille ou non, une grève est un bras de fer.

A une époque où les bureaux de poste, les écoles, les épiceries et les boulangeries de village disparaissent les uns après les autres au nom de la rentabilité, condamnant les moins mobiles à la marginalisation, il est un peu indécent d'imaginer que les déplacements en avion puissent un jour être considérés comme des services de base prioritaires dont il faudrait assurer la continuité avant le respect d'autres libertés.

Les intermédiaires pétroliers peuvent se permettre de bloquer certains stocks pour faire monter les prix du marché. Pourquoi ce « laissez faire » généralisé qui fait souvent peu de cas des consommateurs ne serait-il inadmissible que lorsque des travailleurs défendent leurs droits et leur qualité de vie ? »

Martin Willems - Secrétaire adjoint du Setca BHV - industrie²

Comme les travailleurs de la Lufthansa, fin juillet, les bagagistes de Zaventem ont pu faire valoir leurs droits légitimes par la lutte.

Et en plus - très important - ils ont réussi à **préserver le droit de grève**, menacé depuis un certain temps par la revendication patronale de « service minimum garanti ». Il n'y a pas eu de service minimum à un moment où les patrons ont pris en otage les passagers qui partaient en vacances.

¹ Solidaire, 20 août 2008

² Le Soir 21.08.2008



Courrier International

Nous publions ici la traduction du n°142 - août 2008 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. A voir sur www.litci.org

Le 9ème Congrès Mondial de la Ligue Internationale des Travailleurs IV Internationale (LIT - QI) a eu lieu

De 23 juillet au 3 août 2008 a eu lieu le 9^{ème} Congrès Mondial de la LIT-QI. Il s'agit de plusieurs jours de débats intenses lors de l'événement le plus important de la vie interne d'une organisation internationale. Outre toutes les discussions fondamentales, qui se sont déroulées dans un climat de grande fraternité, le congrès a représenté une victoire pour tous ceux qui sont en train de combattre pour la reconstruction de la IV^{ème} Internationale.

Les participants

Ont pris part au Congrès, des organisations de la LIT de 18 pays (l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Equateur, le Salvador, le Pérou, le Venezuela, le Paraguay, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Belgique, le Portugal et la Russie), représentées par 22 délégués avec voix délibérative, ainsi que 9 délégués, avec voix consultative, d'organisations sympathisantes ou qui n'ont pas atteint le nombre minimal de militants requis pour avoir droit à un délégué avec voix délibérative. Des militants de la LIT des Etats-Unis étaient aussi présents. Pour des raisons financières, n'ont pas pu être présents le délégué de la Turquie ainsi que des représentants des organisations sympathisantes d'Uruguay, du Salvador, du Panama et d'Ukraine.

Etaient présentes, des organisations invitées avec lesquelles la LIT maintient des relations politiques, parmi lesquelles Batay Ouvriyè d'Haïti, OKDE-EP de Grèce, Freedom Socialist Party (FSP) des Etats-Unis, l'UIT-QI (Unité Internationale des Travailleurs) et deux



organisations d'Argentine : IT (Gauche des Travailleurs) et FUR-Poder Obrero. En outre, le Congrès a reçu des salutations de militants de la LIT du Mexique et des groupes Résistance et Action Socialiste de ce pays.

Comme c'est la tradition dans les congrès de l'Internationale, une Présidence d'Honneur a été élue, composée de dirigeants et de militants décédés et qui ont consacré leur vie à la lutte révolutionnaire. Dans ce Congrès, le nom de Nahuel Moreno, fondateur de la LIT et son principal dirigeant, décédé en 1987, a été accompagné d'autres dirigeants et militants importants

du courant moréniste qui sont décédés depuis le dernier congrès, et qui ont reçu un hommage chaleureux pour leur parcours de lutte, parmi lesquels, Eduardo Espósito, Ernesto González, Jorge Guidobono, Eduardo Gómez ("Gardel"), Juan Calos López Osornio (le « Pelado » Matosas) et José Páez (Petiso).

Les principales discussions

Le Congrès a examiné trois questions centrales : la situation en Amérique latine, le processus de Reconstruction de la IV^{ème} Internationale et le problème de la Morale Révolutionnaire.

La discussion sur l'Amérique latine a abordé la caractérisation et la politique des révolutionnaires par rapport aux gouvernements du Venezuela, de Bolivie et d'autres gouvernements de collaboration de classes, principalement le gouvernement de Chavez. D'autres discussions concernaient la question de la paysannerie et du lock-out du patronat agricole argentin, et la réorganisation du mouvement de masses, ainsi que le rôle et les perspectives de l'ELACT (Rencontre latino-américaine et caraïbe des travailleurs).

Concernant le Venezuela, de nombreuses organisations de gauche affirment que le gouvernement Chavez est un gouvernement révolutionnaire qui conduit le pays en direction du « *socialisme du 21^{ème} siècle* ». D'autres disent que c'est un gouvernement ouvrier et paysan (ou petit-bourgeois révolutionnaire) qui peut arriver à jouer le même rôle que celui de Fidel Castro lors de la Révolution cubaine en 1959. Au contraire, la LIT-QI, affirme que le gouvernement de Chavez est un gouvernement bourgeois, qui s'appuie sur l'armée. C'est la bourgeoisie qui gouverne le pays, et la classe ouvrière se trouve totalement en dehors du pouvoir de l'Etat. Les nationalisations qu'il a faites ne font pas partie d'un plan de gouvernement pour exproprier l'impérialisme et la bourgeoisie ; ce sont des mesures limitées pour fortifier la bourgeoisie nationale (plus spécialement le secteur appelé « bourgeoisie bolivarienne ») et, d'autre part, une réponse limitée à la pression révolutionnaire des masses. Toutes ces caractéristiques confirment la position de la LIT, qu'au Venezuela, contrairement à une marche vers le « *socialisme du 21^{ème} siècle* », c'est bel et bien un Etat bourgeois semi-colonial et un régime bonapartiste

qui se réaffirme, un régime qui oscille entre l'impérialisme et le mouvement de masses, et qui n'hésite pas à réprimer les travailleurs selon ses besoins.

Le gouvernement de Chavez et les autres gouvernements populistes et de Front Populaire de l'Amérique latine sont des ennemis des masses. Ils utilisent leur prestige pour contenir la lutte révolutionnaire de ces masses, pour essayer de les contrôler, de les démoraliser et de les mettre en échec. Face à cela, la LIT réaffirme sa stratégie de renversement de ces gouvernements et de leur remplacement par des gouvernements ouvriers et paysans, c'est-à-dire, par la dictature du prolétariat. Dans cette première étape, quand ces gouvernements ont encore beaucoup de prestige, notre tactique est d'expliquer patiemment aux travailleurs le caractère bourgeois de ces gouvernements, de combattre contre leur politique, d'encourager la lutte des masses pour leurs revendications concrètes et de stimuler l'organisation indépendante de la classe ouvrière. La politique centrale de la LIT aujourd'hui en Amérique latine est de chercher de toute façon l'indépendance de la classe ouvrière pour faire face à l'impérialisme et aux bourgeoisies nationales.

Le débat sur le projet de reconstruction de la IV^{ème} Internationale a été un des plus importants du Congrès. La situation mondiale, avec l'offensive impérialiste, la recolonisation de la plupart des pays du monde, les politiques néolibérales, la surexploitation des travailleurs et la réponse d'une vaste action révolutionnaire des masses partout dans le monde, démontrent la nécessité impérieuse de reconstruire la IV^{ème} Internationale, comme manière de résoudre la crise de direction du prolétariat

et de conduire ses luttes contre le capitalisme et l'impérialisme à la victoire. C'est ce qui a été la bataille de Trotsky. Depuis à sa fondation en 1982, la LIT-QI s'est toujours considérée comme un outil au service de cette tâche stratégique. Le 9^{ème} Congrès de la LIT a été une avancée en ce sens. Il y a eu un accord entre les organisations présentes, avec lesquelles la LIT est en train de discuter, concernant les critères pour la reconstruction de la IV^{ème} Internationale, déjà exposés par Trotsky dans les années 1930. Il est nécessaire de se baser sur un programme, c'est-à-dire sur la compréhension commune de la réalité et des tâches que nous proposons au prolétariat à l'heure actuelle, ainsi que sur des accords sur les faits fondamentaux de la lutte de classes et l'action conjointe de tous les révolutionnaires concernés par cette tâche. Etant donnée l'envergure énorme de cette tâche, l'effort pour reconstruire la IV^{ème} Internationale doit être celle de tous les révolutionnaires, pas seulement de ceux qui se revendiquent comme trotskystes, avec comme condition que ces relations soient basées sur une méthode commune d'honnêteté, de droiture et de loyauté, en cherchant les accords et en examinant les divergences avec une clarté totale.

Une des questions fondamentales dans ce processus est la défense d'une morale révolutionnaire. C'est pourquoi, le congrès a réalisé sur ce sujet une des discussions les plus riches et les plus intenses (voir article).

Le Congrès a abordé deux autres sujets fondamentaux : la situation de l'économie mondiale et le processus de restauration du capitalisme dans les pays de l'Est européen. Sur l'économie, la discussion a tourné autour de l'actuelle crise

économique mondiale et ses répercussions pour la classe ouvrière. Le Secrétariat de la LIT a présenté un document qui analyse les mécanismes de la crise ; il la caractérise comme une crise classique de surproduction, provoquée par la chute du taux de profit et à propos de laquelle on peut déjà affirmer que c'est la pire crise du capitalisme depuis le krach de 1929, avec des répercussions pour la classe ouvrière mondiale et tous les pays semi-coloniaux.

Bien que le sujet de la restauration du capitalisme dans les pays de l'Est européen ait été déjà discuté dans le LIT, il y a quelques années, cette question a été remise en discussion dans le 9^{ème} Congrès dans l'intention de mener le débat avec les organisations invitées, ainsi qu'avec les organisations qui sont entrées récemment dans le LIT, comme le PdAC d'Italie et celles provenant de l'ancien CITO (dont le PST de Colombie), qui n'ont pas pris part aux débats précédents sur le sujet. L'objectif n'était pas de voter un document, étant donné que la LIT elle-même n'a pas une position « officielle » sur le sujet, bien qu'un avis majoritaire sur ce point a déjà été exprimé. C'est pourquoi, plusieurs documents ont été présentés qui ont fait état des diverses positions qui existent dans le LIT, outre d'autres documents élaborés par des organisations invitées, comme l'UIT et l'IT.

D'autres questions ont été débattues dans des Commissions de Travail qui ont fonctionné parallèlement aux débats centraux du Congrès. L'objectif était d'approfondir quelques sujets pour adopter des résolutions à la fin des travaux : l'Europe, le Moyen-Orient et l'Argentine, ainsi qu'une commission consacrée au sujet de la lutte contre l'oppression de la

femme.

Des documents ont été approuvés sur la situation en Europe (avec des mises à jour et des ajouts sur la lutte contre la semaine de travail de 65 heures et sur les partis anticapitalistes), et sur la situation au Moyen-Orient. La discussion sur l'Argentine s'est centrée sur le conflit entre le secteur agricole et le gouvernement. Il y a eu une polémique intense entre, d'une part, la position qui caractérise la « crise agricole » comme un lock-out patronal réactionnaire propulsé par l'oligarchie rurale, ce qui fait que les révolutionnaires doivent se manifester contre ce lock-out (position défendue par le FOS, la section argentine de la LIT, et par la direction elle-même de la LIT), et d'autre part, celle qui considère la protestation comme une lutte progressiste des petits agriculteurs (position défendue par l'UIT et l'IT). De la discussion, qui touche à des questions de principe, sont issues trois propositions de résolution : une d'elles était de soutien à la politique du FOS et de la direction de la LIT (elle a été approuvée à l'unanimité dans la session plénière de délégués), une autre, opposée, était présentée par l'IT et une troisième, avec une analyse proche de la position du FOS et de la LIT mais qui considérait que les différences n'étaient pas de principe, était présentée par le FUR-PO.

La commission qui a débattu de la question de l'oppression de la femme a été la plus fréquentée du Congrès. Trois documents sur le sujet y ont été présentés : un par la Commission des Femmes de la LIT et le Secrétariat International, un autre par le FSP des Etats-Unis et un troisième par le PSTU. En partant d'un accord sur la nécessité de diriger la lutte contre l'oppression de la femme dans une perspective de classe et socialiste, il y a

eu un débat intense sur la façon d'organiser la lutte des femmes, ainsi que le travail des organisations révolutionnaires dans ce secteur.

Ensuite, le Congrès a discuté le Document de Bilan et d'Orientation d'Activités, en ratifiant, en général, l'analyse sur le saut donné par la LIT, qui fait de cette organisation une référence pour le regroupement des révolutionnaires, mis en évidence dans la réalisation de l'ELACT. Les délégués présents au Congrès ont aussi débattu des nouveaux et immenses défis pour la responsabilité des organisations qui la composent, dans le processus de réorganisation du mouvement ouvrier et dans la nécessité impérieuse de fortifier les sections nationales et de croître en nombre de militants et cadres pour faire face aux nouvelles tâches. En ce même sens a été souligné la nécessité urgente de fortifier la direction de l'Internationale pour assumer ces nouveaux et immenses défis.

Le 9ème Congrès confirme le développement de la LIT

Il s'agit d'un Congrès victorieux, par le nombre de nouvelles sections et organisations sympathisantes présentes, par la participation active des organisations invitées aux débats, par les documents présentés et le niveau politique des débats, ce qui confirme le degré d'avancement dans lequel se trouve la LIT à l'heure actuelle.

D'autre part, la dernière période a montré le degré de développement et d'implantation des sections du LIT, ce qui s'est manifesté dans le Congrès et dans l'importance des événements réalisés dans la période préalable, le Congrès de Conlutas et l'ELACT, dans lesquels le militantisme de la LIT a eu un rôle important.

Dans un des points les plus importants pour l'Internationale à

l'heure actuelle, la tâche de reconstruction de la IV^{ème} Internationale, des pas très importants ont été faits. Même si pendant le Congrès on n'est pas arrivé à des accords concrets vers l'unification de la LIT avec les organisations invitées, celles-ci ont revendiqué sans exception l'importance des discussions faites lors du Congrès, la plupart ont exprimé leur accord avec des documents comme celui sur la Reconstruction de la IV^{ème} Internationale et sur Morale Révolutionnaire, et toutes ont manifesté l'intention de continuer à discuter

avec la LIT et de prendre part au Séminaire de Mise à jour Programmatique, décidé par le Congrès.

D'autre part, le Congrès a montré qu'il existe encore d'importantes divergences, qui empêchent une unification immédiate et qui exigent la continuité des discussions. Ces divergences, dans quelques cas, touchent à des questions de principe, comme le débat de la LIT avec l'UIT et IT sur le conflit agraire en Argentine, ce qui nous place dans des camps opposés dans ce processus.

Cela n'a toutefois pas empêché l'IT elle-même d'affirmer, à la fin du Congrès : « *Cette LIT est celle de Moreno* ». Le débat avec ces organisations doit continuer avec la clarté et la droiture avec laquelle a eu lieu la discussion politique dans le Congrès, parce que l'objectif le plus important que nous ayons devant nous continue à être la reconstruction de la IV^{ème} Internationale, l'instrument fondamental pour que la classe ouvrière puisse sortir victorieuse de ses luttes contre le capitalisme et l'impérialisme dans tous les pays du monde.

La lutte pour une morale prolétaire et révolutionnaire, comme partie de la bataille pour la reconstruction de la IV^{ème} Internationale

La nécessité impérieuse de combattre contre la morale bourgeoise et de restaurer la morale prolétaire et révolutionnaire, comme partie indissoluble de la bataille pour la reconstruction de la IV^{ème} Internationale, a été intensément débattue dans le Congrès Mondial de la LIT.

Dans le rapport d'ouverture de la discussion, le camarade Caps, du PRT de l'Espagne, a rappelé que « *Pour nous, cette discussion est très loin de répondre à un certain type de problème interne ; elle répond à une nécessité objective, urgente, qui concerne les tâches de construction d'une Internationale révolutionnaire.* » Et il a insisté sur le fait que la question morale est une question sine qua non sur laquelle il doit y avoir un accord, sans lequel il est impossible de construire une Internationale en commun. Il a rappelé que Trotsky et Moreno ont toujours donné une valeur énorme à ce sujet, en théorie comme dans la pratique.

En 1938, Trotsky a écrit la pe-

tite brochure *Leur morale et la nôtre*, où il explique qu'il n'y a pas une morale universellement valable, parce que la morale est le produit du développement social et qu'elle a un caractère de classe. La classe dominante impose à la société ses fins, et classifie comme « immoraux » les moyens qui contredisent ces fins. Trotsky n'avait aucune conception mystique de la morale. Pour lui, les problèmes de la morale révolutionnaire se confondent avec les problèmes de stratégie et tactique révolutionnaires. C'est pourquoi, il considérait comme impossible la tâche de construire un parti révolutionnaire, sans une morale qui soit totalement indépendante de la morale bourgeoise. L'indépendance de classe est indissociable de la construction d'une morale indépendante de la bourgeoisie, d'une morale prolétaire. L'époque que nous vivons est l'époque de la décadence capitaliste, d'une morale putréfiée, où ce qui prend le dessus est le « tout est valable ». C'est la morale

décadente de la bourgeoisie, des appareils et des bureaucrates syndicaux qui, pour détruire l'indépendance de la classe, ont dû détruire, en même temps, la morale prolétaire.

Aujourd'hui, des millions de jeunes travailleurs dans le monde entrent pour la première fois dans un lieu de travail. Quand ils se trouvent face à une grève, ce qu'ils entendent de la bureaucratie syndicale est qu'ils doivent être « démocratiques », que tout le monde doit avoir ses droits : celui qui veut travailler, travaille, celui qui ne veut pas, ne travaille pas. Et les lois expliquent que la grève, pour être "démocratique", doit garantir un minimum de personnel en travaillant. Ces jeunes qui commencent à travailler se trouvent face à cette idéologie, qui est la morale bourgeoise dominante et qui détruit la solidarité entre les travailleurs et l'indépendance de classe.

C'est pourquoi, le projet de la LIT étant la reconstruction de la

IV^{ème} Internationale, pour que cela soit possible, il faut restaurer la morale prolétaire, la morale de classe, dans un combat quotidien contre la morale bourgeoise, la morale décadente, qui pénètre par tous les pores au sein de la classe ouvrière. Il faut récupérer la solidarité de classe, qui doit se manifester dans la vie quotidienne des travailleurs et qui est tellement importante comme façon de se défendre des attaques du patronat. Il faut restaurer la morale prolétaire, comme partie indissoluble de la construction d'une organisation indépendante de la classe ouvrière comme instrument de lutte contre le capitalisme et pour une société socialiste. C'est une bataille stratégique et tactique pour la reconstruction de cette morale prolétaire que la bourgeoisie, le stalinisme et les appareils syndicaux ont détruit tout au long des années. Il n'y a pas d'unité possible de la classe ouvrière, il n'y a pas d'indépendance possible de la classe sans cette reconstruction, sans la lutte contre la morale des appareils, qui est une

morale lumpen, la morale des privilégiés, de la dégénérescence entre les dirigeants syndicaux, qui vendent leur mandat au patronat, en montrant avec cela que « chacun a son prix ». Ce type de morale est néfaste pour les travailleurs.

Il est urgent, par conséquent, de restaurer la morale prolétaire pour que la classe puisse retrouver le chemin de son organisation indépendante. Mais cela tout seul ne suffit pas. Il faut récupérer aussi la morale partisane et révolutionnaire. Parce que la décadence de la société capitaliste fait pression sur les organisations de gauche, qui finissent par pratiquer une morale bourgeoise, dégradée, qui se montre dans tout type d'actes de corruption, de fraudes et de manœuvres déloyales que n'ont rien à voir avec une morale révolutionnaire. Ce processus est tellement grave que nous voyons aujourd'hui des organisations de gauche qui se revendiquent comme marxistes, y compris certaines qui ont eu leur origine dans le trotskysme, qui acceptent de l'argent de la bour-

geoisie pour élire leurs candidats et arriver au Parlement.

Récupérer la morale partisane et révolutionnaire, cela signifie faire face à ces méthodes, les identifier et les combattre quotidiennement. Cela signifie discerner et combattre le machisme et toute sorte de discrimination et d'oppression contre les femmes, les noirs ou les homosexuels dans le parti révolutionnaire. Parce que le parti est un instrument qui combat pour renverser la bourgeoisie, il a besoin d'avoir une morale supérieure, une discipline d'acier, basée sur la confiance maximale et la solidarité entre tous. Sans cette morale, il est impossible de construire une IV^{ème} Internationale qui parvienne à aller jusqu'au bout dans la lutte contre la bourgeoisie. C'est pourquoi cette discussion a été tellement importante dans le Congrès de la LIT et toutes les organisations présentes y ont participé ; les accords par rapport à cette question sont fondamentaux pour avancer dans le processus de reconstruction de la IV^{ème} Internationale.

Principales résolutions

Le débat sur le projet de **Reconstruction de la IV^{ème} Internationale** a abouti sur la proposition de réaliser un Séminaire sur la Mise à jour du Programme de Transition, à réaliser en 2009. Le *Programme de Transition* a été écrit par Trotsky, en 1938, comme base pour la fondation de IV^{ème} Internationale. Face aux transformations profondes qui ont eu lieu dans le monde après la chute de l'URSS et la restauration du capitalisme dans les Etats ouvriers, la LIT et les organisations avec lesquelles elle maintient des relations politiques fraternelles se rendent compte de la nécessité impérieuse de procéder à une mise à jour du

Programme de Transition, comme partie du processus de reconstruction de la IV^{ème} Internationale. C'est le but du Séminaire, qui devra être convoqué non seulement par la LIT mais par toutes les organisations présentes dans le 9^{ème} Congrès Mondial, dans la mesure où il y a un accord sur l'importance que représente la mise à jour programmatique dans la tâche de la reconstruction de la IV^{ème} Internationale.

Impulser l'ELACT

Vu que la réalisation de l'ELACT a été une avancée dans la lutte pour regrouper l'avant-garde de classe et combative de la région, le Congrès a résolu que la

direction de la LIT-QI et toutes ses sections dans le continent ont comme centre de leur politique pour la réorganisation du mouvement ouvrier le renforcement de l'ELACT, comme outil pour l'organisation indépendante de la classe ouvrière dans la lutte contre les attaques de l'impérialisme. Comme il a été décidé lors de la première rencontre, c'est le moment maintenant de promouvoir la première campagne de l'ELACT, la journée anti-impérialiste qui aura lieu dans la troisième semaine d'octobre et qui a comme axe continental le drapeau de « Les troupes de l'ONU hors de Haïti ! », et cela ensemble avec le soutien

aux luttes anti-impérialistes qui apparaissent dans la conjoncture et celles qui sont propres à chaque pays en ce moment.

La deuxième campagne est celle contre la criminalisation des luttes ouvrières et populaires et pour la liberté syndicale, qui a comme symbole la situation colombienne qui a déjà coûté la vie de 5 000 dirigeants syndicaux durant les dernières dix années, ensemble avec les campagnes développées dans chaque pays pour les camarades assassinés, emprisonnés ou traînés devant les tribunaux.

Combattre le machisme et l'oppression des femmes

Le Congrès a approuvé une série de politiques pour chercher à organiser les femmes travailleuses et pauvres qui supportent une surexploitation et une aggravation de tous les niveaux d'oppression et d'humiliation dans tous les pays du monde. Il a été catégorique en réaffirmant que le machisme, dans toutes ses manifestations, est une idéologie bourgeoise qui détruit la classe ouvrière et qui est, par conséquent, incompatible avec le programme révolutionnaire. Parmi les résolutions adoptées, il y a celle d'amener toutes les sections de la LIT à prendre la question de la femme comme faisant partie de leurs analyses et politiques pour gagner les femmes travailleuses pour la lutte révolutionnaire, et celle de constituer une Commission de Femmes de la LIT qui impulse l'élaboration théorico-programmatique de l'Internationale sur la question de la lutte contre l'oppression des femmes et de toutes les autres oppressions.

Soutenir les mobilisations en Europe

La commission européenne du Congrès Mondial a mené une discussion intense sur l'Europe, rappelant que certains pays, comme la

Grèce et le Portugal, sont en récession depuis des années et que cette situation a déjà atteint la France, l'Espagne, la Grande-Bretagne et l'Italie et va s'étendre à l'ensemble du continent, condamnant des millions de travailleurs au chômage et à la misère. Cette crise affecte en premier lieu les travailleurs immigrants, menacés par les expulsions massives, par l'augmentation de la répression, par l'application de la réglementation de retour, connue comme la « directive de la honte », sans parler de la détérioration générale des conditions de travail.

La crise économique et la crise politique de l'UE provoquent une réaction de la classe ouvrière. La montée, très concentrée en France durant les dernières années, s'est étendue à tout le continent, bien que son avant-garde se trouve en France, en Grèce et au Portugal. La directive des 65 heures et les mobilisations contre les attaques contre les travailleurs pointent vers une saison de grandes luttes, surtout en Grande-Bretagne, en Italie et en Grèce.

Résolution sur l'Argentine

Toutes les organisations argentines qui ont participé à la Commission qui a discuté ce point dans le Congrès, ont résolu à l'unanimité de proposer à la direction de la LIT, de continuer à accompagner les événements politiques en Argentine comme une de ses priorités, dans le sens d'aider à résoudre les divergences qui sont apparues sur le sujet dans la dernière période, avec la confiance que la méthode d'intervention et de continuité des débats permette de dépasser les divergences.

D'autre part, le Congrès a adopté une résolution qui met en lumière le fait : que la manière correcte d'aborder ces faits est sur la base des définitions de la III^{ème} et de la IV^{ème} Internationale pour la

question agricole, que définissent les alliés et ennemis potentiels de la classe ouvrière dans la paysannerie ; que l'indépendance de la classe ouvrière et la lutte contre la colonisation et le pillage impérialistes - dont le plus grand symbole est aujourd'hui la politique de développer la plantation de soja - doivent être le guide qui oriente nos partis ; qu'il est nécessaire de combattre contre les plans impérialistes et des multinationales de l'agrobusiness, mis en oeuvre par les gouvernements et les grands producteurs de soja. C'est pourquoi, la position correcte est de condamner et de combattre le lock-out patronal, en lui faisant face avec la lutte et l'organisation de la classe ouvrière rurale et urbaine et ses véritables alliés : les classes moyennes appauvries de la ville qui ont été victimes de la mesure, et les paysans pauvres (ceux qui n'exploitent pas de force de travail tierce), attaqués par le patronat du soja et exclus par les organismes qui ont dirigé la mesure. Dans un conflit de cette nature, la politique des révolutionnaires est de séparer le paysan pauvre des riches. Et, dans ce cas, cette division s'est manifestée dans la réalité, les paysans pauvres et les organismes qui les représentent restant en marge de la mesure et faisant face au lock-out du patronat du soja. Par conséquent, dans ce cas, la collaboration politique avec les grands propriétaires et la paysannerie riche, représentés par la Société Rurale et d'autres organismes, est inadmissible pour les organisations révolutionnaires. La complexité des transformations dans la campagne nous oblige à intensifier l'étude du sujet pour approfondir nos analyses, programme et orientations.

ELACT : Beaucoup de Voix, une seule Lutte

Une rencontre représentative des courants d'opposition à la bureaucratie syndicale en Amérique Latine et les Caraïbes a mis en route une coordination internationale des luttes dans ce continent. Voici un bref compte rendu. Vous pouvez consulter une plus ample information dans le n° 141 (juillet 2008) de Courrier International, la revue mensuelle de la LIT-QI disponible sur notre site web.

La Rencontre Latino-américaine et des Caraïbes des Travailleurs (Encuentro Latinoamericano y Caribeño de Trabajadores - ELACT), convoquée par Conlutas du Brésil, la COB bolivienne, Batay Ouvriye d'Haïti, la Tendance Classiste et Combative d'Uruguay, la Coordination Syndicale du Paraguay et le Courant Classiste Unitaire Révolutionnaire Autonome (CCURA) du Venezuela, a eu lieu les 7 et 8 juillet à Betim (Minas Gerais - Brésil), avec la devise « Beaucoup de Voix, une seule Lutte ».

Environ 500 syndicalistes et militants sociaux d'Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Salvador, Haïti, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay et du Venezuela y ont participé (150 de délégations internationales et 350 du Brésil). Comme invités, il y avait des militants d'organisations syndicales et de la gauche révolutionnaire des Etats-Unis, Suisse, Suède, Russie, Portugal, Irlande, Afrique du Sud, Espagne, Argentine et d'Uruguay.

Il faut signaler l'importance particulière de la présence de l'ILWU (International Longshoremen and Warehousemen Union) - Local 10, le syndicat des travailleurs portuaires de San Francisco, Etats-Unis, (qui joue un rôle significatif dans les luttes et les marches pour les droits des travailleurs immigrants, et dans les mobilisations contre la guerre impérialiste en Irak et en Afghanistan) et de la présence des conducteurs de la TMB (Transports Métropolitains de Barcelone) qui venaient de mener une grève victorieuse. D'autre part, le Mouvement National des Victimes de Crimes d'État (MOVICE) de Colombie a envoyé une salutation fraternelle.

Outre les sessions plénières, dix groupes thématiques se sont réunis sur différents sujets : ressources

naturelles, jeunesse, éducation, services publics, femmes, droits de l'Homme, travailleurs industriels, transports, travailleurs de la campagne et travailleurs du secteur privé.

La commission des droits de l'Homme a eu une importance spéciale, pour répondre aux politiques de criminalisation des mouvements sociaux menées par différents gouvernements dans des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. En ce sens, Américo Gomes, dirigeant du Syndicat des Avocats de Sao Paulo, a affirmé dans le rapport de son groupe : « *Nous, les opprimés, nous avons le droit à la rébellion, le droit d'organiser des piquets, le droit de faire face aux briseurs de grève, le droit à l'autodéfense.* »

L'engagement a été pris d'agir de façon unifiée pour préparer des actions de classe le Premier mai 2009, et de faire une semaine de lutte anti-impérialiste entre le 13 et le 17 octobre 2008. Cette semaine de lutte, les campagnes et les initiatives se concentreront autour des six principaux axes approuvés : 1) la lutte contre la criminalisation des mouvements sociaux et en défense du droit d'organisation (ayant comme centre ce qui se passe en Colombie, avec la persécution et l'assassinat de militants et de dirigeants syndicaux et populaires) ; 2) la lutte contre les plans impérialistes de militarisation (avec comme principale expression la lutte contre l'occupation d'Haïti) ; 3) la lutte contre l'impérialisme et pour le non paiement de la dette externe ; 4) la lutte contre les réformes néo-libérales et leurs conséquences ; 5) la lutte pour les ressources naturelles et l'énergie ; et 6) la lutte contre les impacts de la crise alimentaire dans le monde.

A la fin des travaux, tous les participants ont chanté les couplets de l'Internationale, dans beaucoup de



langues différentes, avec beaucoup d'émotion. Pour le succès remporté à l'issue de ce grand effort, la LIT-QI salue cette Rencontre et fait siens les mots de Dirceu Traverso de Conlutas :

« *La victoire manifestée dans le sentiment de tous ceux qui ont été présents dans l'ELAC s'explique seulement par les luttes et la résistance que nous représentons, par les accords politiques et programmatiques que nous construisons, en respectant les particularités de chacun et les différences existantes, et par la présence de tous ceux qui y ont participé. Cette présence, avec tous les efforts faits pour l'obtenir, a été la concrétisation de la compréhension de la nécessité d'avancer dans une conception internationaliste des luttes que nous menons dans chaque pays. Nous devons maintenant commencer à concrétiser l'unité et la solidarité internationale, tellement nécessaires.* »

La guerre dans le Caucase

L'OTAN et la Russie contre les peuples

Fin août 2008, après deux semaines de guerre dans le Caucase, les troupes se sont retirées plus ou moins sur leurs positions originales, laissant derrière eux des milliers de morts et des installations et maisons détruites. Aucun oléoduc n'a été endommagé. De quoi s'agit-il ?

Voici une contribution du Parti Ouvrier Internationaliste (POI), la section de la LIT-QI en Russie.

Une fois encore, la guerre frappe le Caucase... Comme si les gens de cette région n'avaient pas déjà assez de souffrances : pauvreté extrême, chômage, occupation militaire et menace permanente de la part de la Russie. De plus, d'autres grandes puissances impérialistes, et les bourgeoisies de la région, expulsent de leurs maisons les travailleurs de Géorgie, d'Ossétie, d'Abkhazie et

des autres républiques du Caucase Nord et Sud. Des milliers de personnes sont ainsi obligées de s'éloigner de leurs familles pour aller chercher une vie meilleure. Les soldats russes et géorgiens sont envoyés, au prix de leur vie, défendre les plans de la bourgeoisie : faire de ces peuples opprimés une force de travail encore meilleur marché.

On en est ainsi arrivé à cette

nouvelle guerre : les attaques assassines de l'armée géorgienne contre le peuple d'Ossétie, et les bombardements barbares des villes géorgiennes par l'aviation russe, sous l'hypocrite prétexte de « défendre » l'Ossétie... De milliers de morts, de dizaines de milliers de réfugiés, la peur et le désespoir. Qui avait besoin de cette guerre ? Pour quoi le peuple travailleur doit-il mourir ? Il faut ex-



La frontière actuelle entre la Russie et le reste des états indépendants du Caucase sud (Géorgie, Azerbaïdjan). Celle-ci passe par les hauts sommets de la chaîne du Caucase (en gras). L'Ossétie du sud était une république autonome de la Géorgie. En 1991, la Géorgie est revenue sur cette autonomie, à partir de là, l'Ossétie du sud a proclamé son indépendance, ce qui a entraîné un affrontement qui s'est terminé en 1992. Lors du cessez-le-feu, un accord est intervenu pour interposer une « force de paix » des troupes russes et géorgiennes. Les limites de l'Ossétie sont en pointillés.

plier les raisons de ce nouveau massacre.

Un duel pour diriger la spoliation de la région

L'impérialisme mondial ainsi que la bourgeoisie et la bureaucratie russes se disputent cette région. Évidemment, nous ne parlons pas d'un duel à forces égales. Le régime de Poutine-Medvedev, malgré toutes ses déclarations patriotiques et triomphalistes, n'affrontera jamais jusqu'au bout l'impérialisme américain et européen. Il ne va pas non plus résister à la colonisation du pays par les capitaux américains et européens qui dominent l'économie.

Mais Poutine possède des réelles forces pour négocier, voire augmenter, le « prix de vente » afin de garantir sa part du gâteau dans le pillage impérialiste. Cette situation engendre, bien entendu, des **contradictions entre l'impérialisme mondial et la bourgeoisie et la bureaucratie russes**. Le régime russe considère les républiques de ex-l'URSS - et spécialement le Caucase - comme son « arrière-cour » et **elle se bat donc pour imposer sa domination sur ces pays-là**. Ici, la Russie maintient un reliquat de l'ex Union Soviétique : des bases militaires et des troupes. Cette présence militaire, légalisée par des accords avec les gouvernements des républiques et par des mandats de l'ONU, a permis à la bourgeoisie et à la bureaucratie russes de se battre pour dominer politiquement et économiquement la région et en tirer des profits colossaux. C'est ce qui arrive en Géorgie.

L'impérialisme mondial cherche depuis des années à placer la Géorgie sous son contrôle direct et a y installer des bases militaires pour ses opérations au Moyen Orient ; ceci se reflète dans les objectifs d'expansion de l'OTAN, lesquels vont à l'encontre des plans du régime de Poutine-Medvedev. Ce régime conçoit la Russie comme une sous-métropole coloniale et il entend devenir un **petit associé** des USA et de l'UE. Ainsi, par exemple, le régime de Poutine-Medvedev a-t-il proposé aux USA d'exploiter ensemble la station de radar russe installée



en Azerbaïdjan pour épier l'Iran. Aussi, la Russie maintient des troupes en Ossétie du sud et en Abkhazie ; sous la couverture des « casques bleus », ces troupes défendent les intérêts de la bourgeoisie et la bureaucratie russes en Géorgie, et elles sont utilisées par la Russie comme carte de négociation avec l'impérialisme américain et européen.

Saakashvili : un régime colonial, agent direct de l'impérialisme américain

En Géorgie, le régime de Saakashvili est arrivé au pouvoir sur la vague révolutionnaire qui avait mis en déroute le régime pourri de Chevardnadze (ex-ministre des Affaires étrangères du gouvernement de restauration de Gorbatchev en URSS). Mais en l'absence d'une direction révolutionnaire, les masses ont alors été prises au piège de l'illusion selon laquelle « l'Occident nous aidera », ce qui permet l'instauration du gouvernement de Saakashvili, agent direct des USA. En effet, Saakashvili déclare ouvertement son désir d'intégrer la Géor-

gie à l'OTAN et il se revendique comme un allié inconditionnel des yankees. La Géorgie compte moins de 5 millions d'habitants et pourtant, malgré sa pauvreté et sa petite population, elle a envoyé 2500 soldats en Iraq, ce qui représente le troisième plus grand contingent après les USA et l'Angleterre. Aussi, depuis des années, les instructeurs militaires de l'OTAN et d'Israël sont à l'œuvre dans l'armée géorgienne. Cependant, dévastée par la restauration capitaliste, l'économie géorgienne appartient majoritairement à des capitaux russes, spécialement à la branche stratégique de l'énergie électrique. Ainsi, l'argent envoyé par les travailleurs géorgiens employés en Russie représente plus de 10% du PIB de la Géorgie. Par ailleurs, beaucoup de puissants bourgeois géorgiens ont placé leurs investissements en Russie et vivent à Moscou. Toutefois, le commerce bilatéral a chuté radicalement depuis l'arrivée au pouvoir de Saakashvili.

Pourquoi Saakashvili a commencé la guerre ?

La guerre, initiée par l'attaque contre l'Ossétie et terminée quelques jours après avec une défaite foudroyante des troupes géorgiennes, peut paraître comme un acte suicidaire de la part du régime de Saakashvili, ou comme une fatale erreur de calcul. Nous ne pouvons pas écarter une telle hypothèse, mais une autre explication est possible : cette guerre a été préparée avec anticipation par un régime qui vit, depuis longtemps, une situation désespérée. En effet, avec la crise économique mondiale et l'augmentation des privations pour les travailleurs et les paysans, le régime de Saakashvili qui, pour être arrivé sur une vague révolutionnaire, n'a jamais été très stable, est-t-il à la recherche d'un « appui » solide. Depuis le début, ce régime a postulé au rôle de laquais inconditionnel de l'impérialisme américain dans la région et, maintenant, il essaye de gagner en outre l'appui populaire des Géorgiens, en exacerbant leur **sentiment patriotique** dans le cadre d'une **guerre contre un ennemi externe, haï et puissant**.

La guerre de Poutine-Medvedev

Le gouvernement russe présente ses actions militaires comme étant pour la « défense du peuple d'Ossétie », mais cela est pur mensonge : comme de leur temps les troupes tsaristes envahissaient les pays européens sous prétexte de « défendre les frères slaves » et, bien avant, le Vatican organisait le pillage du Moyen Orient sous couvert de « libérer le saint sépulcre », de nos jours, le régime de Poutine-Medvedev utilise ce type de procédés, tout en stimulant les préjugés chauvins des masses russes. Les faits montrent cependant que la Russie ne défend personne : les « troupes de paix » n'ont pas évité, ni même freiné, le massacre du peuple d'Ossétie, les milliers de morts ossètes étant une preuve tragique de l'« efficacité » des « troupes de

paix ». En vérité, pour la bourgeoisie et la bureaucratie russes, comme pour les autres, les travailleurs et les paysans ossètes ne sont qu'une « monnaie de échange ».

Aucune armée bourgeoise n'a pour but de protéger les exploités et les opprimés. De plus, l'armée russe n'a même pas protégé ses propres soldats, dont les media russes « jubilaient » en évoquant le nombre de morts..., pour mieux justifier la brutale réponse militaire qui s'est abattue sur la Géorgie.

Les bombardements de Poti, Zugdidi et Gori (villes géorgiennes éloignées l'Ossétie du sud), sont-ils pour la défense du peuple ossète ? Les milliers de travailleurs géorgiens assassinés, l'ont-ils été pour la défense du peuple ossète ? Non, évidemment ! Il s'agit là, purement et simplement, d'une agression contre le peuple géorgien ; une agression non moins grave ni brutale que celle du régime Saakashvili contre le peuple d'Ossétie. Les « troupes de paix » russes, nullement porteuses de paix, sont-elles au contraire destinées à consolider le contrôle de cette région : des troupes d'occupation et de guerre. Tout comme le sont celles placées ailleurs dans le monde, en Iraq, en Afghanistan, au Kosovo, en Haïti, au Liban : des troupes d'occupation, pour l'oppression et l'exploitation.

Gouvernements impérialistes : régisseurs du « spectacle »

Il est presque impossible d'imaginer que Saakashvili ait pu décider d'attaquer l'Ossétie, et les troupes russes stationnées dans cette République, sans en avoir reçu consigne des USA. Mais en même temps, la réaction des gouvernements occidentaux face à la riposte russe, a-t-elle été bien modérée : seulement un appui moral à la Géorgie et, ultérieurement, des « énergiques déclarations » rejetant l'invasion russe. Et maintenant, après la défaite, Saakashvili de reprocher aux gouvernements impérialistes de ne pas avoir réagi par une position plus tranchante. Des accords signés par l'in-

termédiaire de Sarkozy (président de la France) avec Medvedev et ensuite avec Saakashvili, il ressort clairement que l'impérialisme entend utiliser politiquement cette guerre pour réussir son **objectif principal**, à savoir : installer **ses propres troupes** « de paix » (avec des casques de l'ONU ou de l'OTAN) en Géorgie, dans une région proche de l'Iran et l'Iraq où il connaît des problèmes graves, et ne pas y laisser les seules troupes russes. Dans ce jeu, Saakashvili a bien tenu son rôle de marionnette.

Un premier résultat : l'impérialisme peut déployer ses troupes

Les accords signés à Moscou et Tbilisi, impulsés par Sarkozy et avalisés par Bush, incluent deux points cruciaux : « la préparation d'une opération **internationale** de paix dans la région » et « les garanties **internationales** de sécurité et stabilité pour l'Abkhazie et l'Ossétie du sud ». Ceci ouvre la possibilité d'installer des forces militaires impérialistes non seulement en Géorgie (comme c'était le cas jusqu'à présent), mais aussi en Ossétie du sud et en Abkhazie.

Ayant signé ces accords d'expansion de l'impérialisme, malgré les multiples contradictions et conflits, Poutine démontre qu'il est subordonné à l'ordre global en tant qu'agent de l'impérialisme : dès lors, ses déclarations patriotiques et dénonciations de l'OTAN sont plus théâtrales qu'effectives. En réalité, avec cet accord, le régime Russe devient complice de l'entrée directe de l'impérialisme dans la région.

Comme l'a dit Lavrov, ministre de relations extérieures russe : pour leur projet en Géorgie, les USA devront choisir entre « leur prestige » et « accepter un partenaire réel ». C'est-à-dire que le régime Russe aspire à être un partenaire mineur de Bush.

Entre-temps, les agents directs de Bush étaient-ils réunis en Géorgie, Saakashvili ayant organisé à Tbilissi un acte massif auquel ont participé les présidents européens de l'Est les plus serviles à l'impérialisme (Géorgien, Ukrainien, Estonien, Lituanien, Letton, Polonais). Aussi, Saakashvili a appelé à liquider la CEI (Communauté des États Indépendants), instance constituée après la dissolution de l'URSS. Pour sa part, le président d'Ukraine, Yushchenko, a signé un décret imposant de sévères restrictions de mouvement à la flotte russe basée au port de Sébastopol, dans la péninsule de Crimée. Enfin, le Parlement ukrainien a déposé un projet de loi pour l'abrogation des accords ayant fondé la CEI.

Quant à Bush, il a promis à la Géorgie une campagne « humanitaire intensive » sous la direction du Pentagone et, aussi, de « l'aider » à reconstruire ses forces armées, décimées suite à la défaite militaire. Déjà, Saakashvili a-t-il annoncé que les militaires américains prendraient le contrôle des aéroports et des ports géorgiens, tout ceci prouvant que l'impérialisme est décidé à s'installer immédiatement dans la région. En effet, Saakashvili propose de faire de la Géorgie, à part entière, une colonie de l'impérialisme dans le Caucase. Une place pour les opérations militaires, tout près de l'Iran.

Poutine, le « Seigneur de la guerre »

Suite à la déclaration « d'indépendance » du Kosovo sous occupation militaire impérialiste, et à la réaction furieuse du régime de Poutine-Medvedev, d'aucun ont estimé que le régime russe prendrait sa "revanche" en exigeant de reconnaître l'indépendance de l'Ossétie et d'Abkhazie, voire en intégrant ces deux dernières à la Russie. Mais, pour Poutine, reconnaître le droit d'autodétermi-

Notre position : défendre les intérêts des travailleurs

Dans le cadre de cette aventure - organisée par des bourgeoisies et bureaucraties de types et de pays différents -, **une seule lutte possible pour défendre les intérêts des travailleurs : la résistance du peuple ossète contre l'agression géorgienne, la lutte pour le droit à l'autodétermination.** Tout le reste - agression géorgienne, occupation de l'Ossétie par les troupes russes, attaques russes contre les villes géorgiennes - va à l'encontre des intérêts de l'ensemble des travailleurs de la planète. La principale tâche des travailleurs sera donc de faire face à cette situation avec une position de classe, en combattant la propagande des gouvernements bourgeois (patriotisme, « troupes de paix salvatrices », « missions humanitaires », etc.) Les travailleurs doivent en effet s'unir contre la bourgeoisie et ses guerres criminelles. C'est pourquoi nos mots d'ordre sont les suivants :

Non à l'élargissement de l'OTAN ! Impérialistes, bas les pattes devant le Caucase et l'Europe de l'Est !

Troupes russes, retrait immédiat de la Géorgie, d'Ossétie du sud et d'Abkhazie : comme l'ont démontré les événements, ces troupes ne défendent pas, elles ne sont qu'un instrument d'agression !

Pour leur autodéfense, armement des peuples ossète et abkhaze ! Comme le prouve la situation en Iraq, en Palestine, en Afghanistan, seul le peuple armé est capable de résister et d'imposer de défaites, y compris, aux armées les plus puissantes. Aussi, en Ossétie du sud, des milices, des détachements de résistance commencent à apparaître, et en Ossétie du nord, beaucoup de volontaires se sont engagés dans la résistance contre l'agression géorgienne. Si le régime russe voulait véritablement protéger le peuple ossète contre l'agression géorgienne, il enverrait des armes et permettrait le libre accès des volontaires. Au contraire, les autorités russes ont bloqué toutes les initiatives de résistance, pour maintenir la situation sous leur propre contrôle.

Pour le peuple ossète, plein droit à l'autodétermination et à l'unification, y compris jusqu'à l'indépendance ! Cependant, aucune autodétermination n'est possible en présence de troupes étrangères. L'impérialisme considère la Géorgie comme une base militaire potentielle, alors que pour la Russie le peuple ossète n'est qu'une simple « monnaie d'échange ».

Les travailleurs géorgiens ont besoin de renverser le régime de Saakashvili ! Ce régime sert l'impérialisme, il impose une guerre criminelle au peuple géorgien tout en organisant le génocide des travailleurs d'autres nationalités. Ce régime ne doit plus perdurer !

De même, les travailleurs russes n'ont pas besoin du régime policier et autoritaire de Poutine ! Celui-ci impose privatisations, pauvreté, colonisation et guerres au rythme d'hymnes patriotiques. En l'an 2000, les travailleurs russes ont placé leur confiance dans un régime « fort », un régime de guerre dont, aujourd'hui, ils n'ont que l'inflation et les persécutions (contre les syndicats et les minorités nationales). Les travailleurs russes ne doivent donc pas se tromper une nouvelle fois !

Les travailleurs du Caucase et de la Russie doivent s'unir ! Ils sont aujourd'hui divisés par les préjugés nationaux, ce qui permet à la bourgeoisie de mieux mener ses propres affaires. Les travailleurs devront s'unir parce que c'est là leur seul moyen de résister à l'oppression des pays impérialistes, à la colonisation, c'est leur seul moyen pour se battre contre les gouvernements capitalistes qui, eux, ne peuvent rien offrir sinon misère, guerre et tromperie. **Leur objectif stratégique ne peut être qu'une Union libre des peuples et nationalités du Caucase, dans une Fédération de Républiques sur la base de gouvernements ouvriers et paysans, en route vers le socialisme !**

nation des peuples ossète et abkhaze risquerait de réactiver le conflit non résolu de plusieurs républiques de la Fédération de Russie, spécialement celles situées dans le Caucase Nord, là où les attentats contre la police, les autorités fédérales et militaires n'ont jamais cessé.

Dans le Caucase habitent **plus de cent nationalités et ethnies** différentes, sur une population d'un peu plus de 20 millions d'habitants. Aussi, pour le régime grand-russe, l'Ossétie et l'Abkhazie (elles, en conflit territorial avec la Géorgie), sont des « cartes » bien plus utiles à jouer à l'échelle internationale, plutôt que de les annexer à la Fédération de Russie, ce qui n'entraînerait que des problèmes.

Le régime russe a fait tout son possible pour justifier cette guerre et son « triomphe militaire » retentissant, alors qu'avec le développement

de la crise mondiale, l'inflation et la colonisation de la Russie par les capitaux étrangers, les travailleurs commencent à douter bien justement de Poutine-Medvedev, en passe de perdre l'appui populaire comme l'ont montré les dernières élections (transformées en comédie par le régime). Poutine essaye d'y remédier par une propagande patriotique et des discours sur « une Russie-Puissance ». Comme il ne peut pas offrir une vie digne aux travailleurs, le régime a entrepris de « les nourrir » à la propagande, avec des discours du type « nous traversons des difficultés mais nous sommes forts » et, malheureusement, beaucoup de gens « avalent » encore ces mensonges. Dans cette situation, la guerre dans le Caucase est l'outil parfait pour une telle campagne de propagande. En outre, Poutine profitera de la guerre pour militariser davantage

l'ensemble du Caucase, en plaçant tous ces peuples sous le pouvoir des troupes et des services spéciaux de sécurité.

Poutine est arrivé au pouvoir alors qu'il bénéficiait d'un grand poids à l'intérieur de la bureaucratie militaire ; véritable « Seigneur de guerre » face au peuple tchéchène, il a rendu célèbre cette phrase : « nous crèverons les Tchétchènes jusque dans les chiottes ». Maintenant en perte de vitesse, le régime russe jouera à nouveau la carte de la guerre pour, par le biais de la « vague patriotique », essayer de minimiser son usure.

Ivan Baguirin, dirigeant du POI, section de la LIT-QI en Russie

Indépendance ou colonisation ?

Le mardi 26 août, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie ont célébré dans la joie la reconnaissance de leur indépendance par la Fédération Russie, arborant leur drapeau, ensemble avec le drapeau tricolore qui flambe sur le Kremlin depuis le 27 décembre 1991. Ces deux populations avaient déclaré leur indépendance déjà au début des années 1990, et de fait, depuis lors, Tbilisi n'y exerçait plus aucun pouvoir. Toutefois, ils voyaient la Fédération russe comme le garant de cette indépendance, contre un gouvernement géorgien de plus en plus engagée à côté des Etats-Unis et de l'OTAN. Si pendant plus de quinze ans, la Russie n'a manifesté aucun intérêt à reconnaître cette indépendance, c'est que cela ne rentrait pas dans ses besoins d'exercer la tutelle pour y installer ses troupes. Ces régions étaient simplement colonisées par la Russie. Et la déclaration du 26 août n'y change rien. Seulement l'agressivité accrue de l'OTAN, installant des missiles en Pologne et des « partenariats » - antichambre de l'incorporation à l'OTAN - avec la Georgie et l'Ukraine, a amené la Russie à garantir mieux son pouvoir colonial dans ces



régions, en dépit du précédent que cela peut donner pour la Tchétchénie. L'Ossétie du Sud et l'Abkhazie ne sont pas devenus indépendants par la bague magique de la Russie, pas plus que le Kosovo par les proclamations américaines et européennes.

Face aux faux espoirs de ces peuples, nous devons « expliquer patiemment », comme disait Lénine, que la seule issue réside dans une Union libre des peuples et nationalités du Caucase, dans une Fédération de Républiques sur la base de gouvernements ouvriers et paysans, en route vers le socialisme !

Appliquer la loi... de l'exploitation capitaliste

Le samedi 30 août, après plus de deux semaines en centre fermé, Rothman Salazar, 19 ans, a été expulsé. Après avoir vécu pendant 6 ans en Belgique avec sa mère Nuria et ses soeurs Erika, Daisy et Alexandra, après y avoir suivi et réussi l'enseignement secondaire, et sur le point d'entamer des études d'ingénieur (il avait déjà payé le minerval à l'Institut industriel de Bruxelles) et de se fiancer avec sa petite amie Christiane, il a été contraint d'émigrer en Equateur, son pays de naissance. Dans son pays « d'accueil », la Belgique, il était « illégal ».

« Si j'ai accepté de partir, c'est parce qu'ils ont fait du chantage au centre ; ils m'ont dit que si je m'opposais, ils allaient m'envoyer vers le guichet "5 ans sans pouvoir revenir". » Mais alors, pourquoi l'expulser si, en s'embarquant sans résistance, il peut revenir « sans problème ».

Même s'il trouve quelqu'un avec un revenu supérieur à 1300 € par mois qui accepte de le prendre en charge, et qu'il demande un visa pour études, il sera toujours à la merci du bon vouloir de l'Office des Etrangers et de la Ministre qui s'en occupe, sans aucune obligation de rendre des comptes à qui que ce soit. En 2007, 44% des demandes de visa pour études ont été rejetés.¹ Et même si, après deux mois de tracasseries, il obtient finalement ce visa, il peut encore voir son accès au territoire refusé à la frontière, comme le démontrent des cas malheureusement trop courants.

Faute de toute apparence de bon sens pour laisser le jeune homme entamer ses études et vivre avec sa mère et ses soeurs parmi nous, il est évident qu'il faut chercher ailleurs cette obstination de l'expulser. Avec Rothman, devenu un exemple de part sa médiatisation, la ministre entendait faire preuve de son pouvoir et lancer un avertissement aux autres sans-papiers. Mais pourquoi agit-elle ainsi ?

Quelques jours après l'expulsion de Rothman, la ministre Annemie Turtelboom participait à la 8^{ème} Conférence européenne des ministres responsables des questions de migration, à Kiev. L'objectif de la conférence était de mettre à jour les conclusions du

premier Forum global sur la Migration et le Développement (FMMD) de l'ONU, de 2007, où on étudiait au plus haut niveau le « Développement du capital humain et la mobilité de la main-d'œuvre : maximiser les opportunités et minimiser les risques ».²

Turtelboom était là « pour parler d'immigration économique. [...] Le grand marché du travail existe. La question est de savoir s'il doit être légal... ou illégal. »³

Le fait est qu'il doit y avoir des « sans-papiers », des illégaux, dans l'intérêt du « marché du travail », pour que les capitalistes continuent à faire des bénéfices.

Joëlle Milquet (CDH) à l'air de s'opposer à Annemie Turtelboom : « Pour le 14 octobre, il nous faut un accord sur la circulaire des sans-papiers, sur la nationalité, l'immigration économique et le regroupement familial ». Dans le respect des sans-papiers ? Mais non, « dans le respect de l'accord de gouvernement »,⁴ qui devrait établir des critères, qui ne sont finalement rien d'autres que des critères pour définir de manière « juste » les « illégaux ».

Dans la même interview, Milquet se plaint de l'handicap salarial et promet de faire un cadeau d'un demi milliard aux patrons pour « réduire le coût du travail », avec l'ambition de réduire à 0% les cotisations, patronales et des travailleurs (le salaire indirect), pour les bas salaires.⁴ Mais cela ne suffit toujours pas. Certaines entreprises peuvent délocaliser leur production, comme le confirme encore récemment UCB, mais on ne peut pas délocaliser le nettoyage des bureaux, l'horéca ou



le secteur du bâtiment. Dans ces secteurs, les patrons « délocalisent en sens inverse », ils utilisent la main d'oeuvre « bon marché » des pays du tiers monde chez nous. Il faut toutefois que cette main d'oeuvre travaille ici dans des conditions de leur pays d'origine. De préférence, il faut qu'elle vienne juste pour travailler, après avoir reçu la formation dans le pays d'origine, et en y retournant dès qu'elle n'est plus « productive ». Il faut « maximiser les opportunités et minimiser les risques » comme dit le FMMD. Il faut que ces travailleurs soient sans droits, acceptant n'importe quel travail sans poser de problèmes. Il faut que cette main d'oeuvre soit « illégale », y compris pour faire pression sur les salaires de la main d'oeuvre « légale ».

Quand Turtelboom dit qu'il faut appliquer la loi... c'est bien de la loi du capitalisme qu'il s'agit !

¹ Le Soir, 02.09.2008

² www.gfmd-fmmd.org

³ Le Soir, 06.09.2008

⁴ Le Soir, 01.09.2008

Le dessin sur cette page est de Rothman, publié dans Le Soir, 06.09.2008

Voir notre brochure : Les travailleurs sans-papiers, un maillon essentiel de l'exploitation capitaliste - www.lct-cwb.be